

**Atelier de Relance du Projet Dimitra - 23 octobre 2002**  
**A la Direction Générale de la Coopération International (DGCI)**

**Intervention de Martine VAN DOOREN**  
**Conseiller-Général, DGCI**

Chers collègues, amies et amis,

Je suis heureuse de vous accueillir ici et je remercie en particulier les partenaires de DIMITRA, nos collègues de la FAO, ainsi qu'Eliane Najros et son équipe d'avoir accepté de partager leurs connaissances et leurs expériences dans le domaine de la communication et de l'information en zone rurale.

Depuis 1998, la Coopération belge finance le projet DIMITRA dans le cadre de son partenariat avec la FAO. Cette année, DIMITRA est entré dans une nouvelle phase de trois ans. Nous sommes toutes et tous convaincus de l'importance cruciale de la mise en réseau des organisations de femmes rurales pour la lutte contre la pauvreté et de façon plus globale la réalisation des objectifs de développement du Millénaire et nous tenons à vous féliciter pour le travail accompli.

Dans la perspective du Sommet Mondial sur la Société de l'Information, le projet DIMITRA prend une place toute particulière, l'accès à l'information devant être considéré comme un droit universel et les technologies de l'information comme un instrument essentiel au développement durable.

Récemment, le président du FIDA nous rappelait que sur les 1.2 milliards de personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté, environ les trois quarts, soit 900 millions, vivent en zone rurale et dépendent de l'agriculture, des marchés et des services pour leur subsistance. Parmi ceux-ci se trouvent des agriculteurs, des éleveurs et surtout des femmes qui sont les principales productrices de nourriture et qui pourtant n'ont qu'un accès limité aux ressources. Or, même si l'attention internationale se porte sur la réduction de la pauvreté et le développement durable, le soutien à l'agriculture et aux zones rurales a diminué drastiquement ces dernières années. Si nous voulons atteindre les objectifs de développement du millénaire, il faut recentrer nos efforts sur ces zones, et renforcer les capacités de la société civile (surtout des organisations de femmes) pour qu'elle puisse influencer l'agenda politique et l'allocation de ressources en fonction de ses besoins et attentes.

Comme l'atteste un récent rapport CAD, la pauvreté est pluridimensionnelle<sup>1</sup>. Elle traduit l'impossibilité d'accéder à des conditions de vie adéquates et recouvre les domaines essentiels dans lesquels hommes et femmes connaissent des privations. Elle s'exprime en termes économiques, humains, politiques, socioculturels mais surtout par un sentiment d'impuissance, d'exclusion surtout présent chez les femmes. La prise en compte de la dimension genre est donc essentielle à la réduction de la pauvreté dans toutes ses dimensions. L'accès des femmes à l'information et à la communication et leur appropriation, ainsi que la mise en réseaux constituent un levier puissant pour que les voix, les intérêts des femmes soient entendus, qu'elles puissent revendiquer leurs droits, dont ceux de la terre, et que leur capacités soient ainsi renforcées dans l'intérêt de leurs familles, de leurs communautés et de leurs pays.

DIMITRA est un projet porteur d'innovations et d'avenir que nous sommes heureux de soutenir. Son impact se fait sentir tant dans le Sud que dans le Nord. Les collègues des affaires étrangères, de la DGCI et de la CTB peuvent en témoigner. Encore récemment une mission de la DGCI s'est rendue au Maroc et a fait appel au réseau DIMITRA pour rencontrer

---

<sup>1</sup> Les lignes directrices du CAD - La réduction de la pauvreté, OCDE, 2001

des organisations de femmes et bénéficier de leurs expériences et de leurs conseils. Ce projet met également en lumière l'importance d'avoir une culture de partage des connaissances. Nous devrions nous en inspirer au sein des organisations dans lesquelles nous travaillons.

Quelles perspectives pour l'avenir ? En Afrique, le réseau est pour le moment limité à un certain nombre de pays. Ceux de la région des grands lacs n'en font pas partie. Il devrait être envisagé de combler ce vide pour sortir les femmes rurales de leur isolement et leur donner les moyens de prendre une part plus active aux décisions prises sur le plan local, national ou international.

Je vous remercie.